

La bataille des populismes

Jusqu'à présent, le Rassemblement national en assumait seul l'héritage. Désormais, de nombreux leaders politiques se réclament du « peuple », chacun à leur façon. Une évolution en phase avec la perte de légitimité des élites politiques et l'affadissement démocratique

ENQUÊTE

Le populisme est (encore) de retour. A la faveur du mouvement des « gilets jaunes », la question du peuple est revenue au cœur du débat politique. Et les mouvements qui s'en revendiquent, comme le Rassemblement national (RN) et La France insoumise (LFI), entendent bien en profiter.

Dans l'entourage de Marine Le Pen, on ne cache pas avoir employé le terme « *à dessein* » dans le slogan de campagne que le parti d'extrême droite affichera dans la France entière jusqu'au scrutin européen de mai : « *Le pouvoir au peuple* ». Une devise accompagnée médiatiquement d'innombrables références à ce peuple « *oublié* » dont le RN se voulait déjà le porte-voix lorsqu'il se nommait FN.

A l'image de Jordan Bardella, presque quotidiennement devant micros et caméras depuis son intronisation à la tête de la liste RN pour les européennes, défendant ici le référendum d'initiative populaire – « *il ne faut pas avoir peur du peuple français* » – ou attaquant directement, là, le chef de l'Etat – « *on ne peut pas gouverner contre le peuple* ».

Marion Maréchal, vraie fausse retraitée de la politique qui entend désormais former les élites conservatrices dans son école lyonnaise de sciences politiques, n'était pas en reste, face aux étudiants de la prestigieuse université britannique d'Oxford, le 22 janvier, pour discourir autour d'un « *moment populiste* » qui unirait « gilets jaunes » et « brexiters » : « *Derrière le mot populisme, il y a d'abord le mot peuple : le peuple abandonné, le peuple sans représentation.* »

« RECONSTITUER "LEUR" PEUPLE »

Jean-Luc Mélenchon, de son côté, n'en finit pas d'appeler à « *fédérer le peuple* » pour dépasser le « *clivage droite-gauche* » qu'il estime dépassé. Son objectif : renverser l'« *oligarchie* » et son représentant, Emmanuel Macron. Le premier des « insoumis » estime ainsi que le mouvement des « gilets jaunes » est la concrétisation des prophéties contenues dans ses écrits et qu'il marque le point de départ d'une lutte prolongée contre la caste. Son rival en interne, François

Ruffin, également en pointe sur le mouvement des « gilets jaunes », use de la même rhétorique – sans toutefois la théoriser

comme Jean-Luc Mélenchon – et définit ainsi son rôle de député de la Somme : être « *le porte-parole du peuple* ».

Décrié, dénoncé comme un danger, le populisme se voit souvent accuser de revêtir tous les maux de la politique contemporaine. Il n'est toutefois ni un programme ni un régime, mais une stratégie s'adossant à un style plébéen. Une nouvelle grammaire politique qui consiste à établir une « *frontière* » entre « *ceux d'en bas et ceux d'en haut* ».

Si certains voient dans ces appels au peuple des « *convergences* » entre les deux points opposés de l'échiquier politique, rien dans les programmes respectifs du RN et de LFI ne rapproche les deux formations. Ni sur le plan des institutions ni sur la question économique, encore moins en ce qui concerne l'immigration. Tout au plus partagent-ils, parfois, des constats similaires. « *Aujourd'hui, tous les "méchants" sont qualifiés de populistes. Or, ce n'est pas du tout synonyme de racisme ou de xénophobie. Le RN et LFI prospèrent dans un contexte de dégradation complète des identités politiques précédentes. Pareil avec La République en marche [LRM]. Ils veulent tous définir un camp, reconstruire "leur" peuple* », explique le politologue Gaël Brustier, proche des analyses d'Iñigo Errejón, le cofondateur de Podemos, qui a quitté le mouvement espagnol en janvier.

« *Dis-moi quelle est ta définition du peuple, je te dirai quel populiste tu es* », résume Sylvain Crépon, sociologue spécialiste de l'extrême droite. *Ethnos* (l'« identité »), *demos* (la « communauté des citoyens »), plèbe (les catégories populaires) : le Rassemblement national conjugue certes ces trois aspects dans son rapport au peuple, mais du premier découlent tous les autres. « *C'est à partir du clivage Français-étranger que se définit la notion de peuple pour le RN* », poursuit Sylvain Crépon, alors que LFI s'appuie davantage sur les deux autres déclinaisons, du *demos* et de la plèbe.

La philosophe postmarxiste Chantal Mouffe, théoricienne du populisme de gauche avec son homologue argentin Ernesto Laclau, confirme : « *La différence entre "populisme de droite" et "populisme de gauche" tient à la façon dont ils construisent le "nous"*

du peuple et le "eux" de l'establishment. » Elle précise : « *Dans le premier cas, le peuple est identifié aux nationaux et il exclut les immigrés, tandis que le populisme de gauche envisage le peuple comme une volonté collective, un "nous" qui fédère toute une série de demandes démocratiques provenant de la classe ouvrière, des secteurs populaires, des classes moyennes précarisées, mais aussi des demandes qui proviennent de luttes féministes, antiracistes, écologiques ou LGBT.* »

Le populisme est bien loin d'être né avec le mouvement des « gilets jaunes ». C'est même une permanence dans le débat politique français : boulangisme au XIX^e siècle, poujadisme au XX^e... A chaque période sa réponse populiste. Jusqu'à présent, le Front national en assumait l'héritage. Au style anti-système et « *ni droite ni gauche* » de Jean-Marie Le Pen, qui fut député poujadiste en 1956, a succédé celui, pas si éloigné, de Marine Le Pen. La tentative de dédramatisation en sus. « *Le contact [avec le peuple], c'est la patte de Marine. Nous, on ne veut pas faire une campagne éclair de trois semaines parce qu'on veut aller voir les gens* », confie un stratège de la campagne européenne RN.

« SURENCHÈRE DE DIFFÉRENTS PARTIS »

Au fond, la nouveauté se situe surtout à gauche, où l'on s'est longtemps méfié du manichéisme populiste et de son aspect interclassiste, assez loin des analyses marxistes classiques. Jean-Luc Mélenchon en est l'exemple le plus criant. L'ancien trotskiste lambertiste a ainsi entamé sa mue il y a une dizaine d'années, lorsqu'il a décidé de quitter le Parti socialiste pour créer le Parti de gauche puis LFI en 2016. Depuis, il a théorisé le populisme comme une arme pour mener une « *révolution citoyenne* » dans de nombreux écrits, aussi bien sur son blog que dans ses livres

**DES PARTIS
DE GOUVERNEMENT
ONT TRÈS VITE ADOPTÉ
CETTE NOUVELLE
LANGUE, CONSCIENTS
DE L'ARME QU'ELLE
POUVAIT DEVENIR POUR**

SE FAIRE ENTENDRE D'UN ELECTORAT DE PLUS EN PLUS DÉFIANT

Qu'ils s'en aillent tous! (Flammarion, 2010) et *L'Ere du peuple* (Fayard, 2014). Mais le populisme n'est pas l'apanage des seuls LFI et RN. Des partis de gouvernement ont très vite adopté cette nouvelle langue, conscients de l'arme qu'elle pouvait devenir pour se faire entendre d'un électorat de plus en plus défiant. Et l'idée populiste a fini par infuser dans une grande partie du monde politique.

«Le décollage électoral du Front national [rebaptisé depuis Rassemblement national] dans les années 1980 a aiguisé les appétits, provoquant une surenchère de différents partis politiques pour s'accaparer son registre sémantique», analyse encore Sylvain Crépon. Jusqu'à la campagne électorale de 2017, au cours de laquelle Emmanuel Macron a lui aussi usé de ressorts populistes, opposant «ancien» contre «nouveau» monde, l'ancien étant entendu comme inefficace et englué dans le jeu de la «politique politicienne».

Dans un entretien au *Journal du dimanche* en mars 2017, le candidat Macron ne rejetait d'ailleurs pas l'étiquette: «Si être populiste, c'est parler au peuple de manière compréhensible sans passer par le truchement des appareils, je veux bien être populiste.» Un label une

nouvelle fois assumé, voire revendiqué, une fois au pouvoir, face aux maires réunis à l'Élysée en novembre 2018: «Nous sommes des vrais populistes, nous sommes avec le peuple», avait lancé le chef de l'Etat, tout en ne cessant de combattre ses adversaires «nationalistes» ou «démagogues», en France ou à l'étranger.

Cette contradiction interne à LRM peut sembler intenable. Et pourtant. «Il y a un populisme des élites, même si cela peut paraître antinomique. Il y a une volonté de construire un peuple "de l'élite" contre les "méchants" [les partis protestataires]», note Gaël Brustier, en désaccord sur ce point avec Chantal Mouffe. L'étude du Cevipof sur «la France populiste?», à la veille de la présidentielle de 2017, note d'ailleurs que le populisme culmine chez les électeurs se situant aux deux pôles, «très à gauche» ou «très à droite», mais aussi chez ceux se positionnant au centre. Les chercheurs préviennent: «Pour certains électeurs, il ne s'agit pas nécessairement d'un positionnement centriste au sens idéologique, mais plutôt d'une expression d'un "ni gauche ni droite" à distance de la politique traditionnelle.»

Pour l'historien spécialiste de l'extrême droite Nicolas Lebourg, «la question n'est donc pas seulement "est-ce que Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon et Emmanuel Macron sont populistes"... mais "est-ce que la société française a complètement basculé là-dedans"?»

PARTIS «ANTISYSTÈME»

L'enquête menée par le Cevipof donne des premiers éléments de réponse. Défense de la souveraineté, primauté de la volonté populaire, coupure entre peuple et élites... L'étude note une adhésion extrêmement forte de l'électorat français aux principes fondamentaux du populisme à la veille de la présidentielle de 2017. Ce qui tend à expliquer l'ampleur inédite prise aujourd'hui par la rhétorique et le style populiste, avec une remise en cause toujours plus importante des corps intermédiaires, élus de la République, syndicats ou même journalistes.

La France vivrait donc un «moment populiste», à l'image de nombreux autres pays comme l'Italie ou les Etats-Unis. Pour Chantal Mouffe, c'est la conséquence logique de trente ans de néolibéralisme, du consensus entre les partis de gouvernement de droite et de gauche. Ces formations n'apparaissant plus comme capables d'incarner des alternatives pour les électeurs, ceux-ci se tournent vers les partis «antisystème» pour incarner leurs «résistances» au néolibéralisme. «Ces résistances peuvent être articulées dans des directions politiques opposées et conduire soit à des gouvernements nationalistes autoritaires, soit à des expériences de radicalisation de la démocratie», prévient M^{me} Mouffe. Tout va dépendre du résultat de la lutte hégémonique entre populisme de droite et populisme de gauche.» La bataille a déjà commencé. ■

ABEL MESTRE
ET LUCIE SOULLIER

A l'extrême droite, les «fake news» se partagent à foison

Avant les européennes, le RN et Debout la France multiplient les contre-vérités, amplifiées par les réseaux sociaux

Vous savez qu'on va vendre l'Alsace et la Lorraine à l'Allemagne? Au premier rang face à la scène qui attend Marine Le Pen, samedi 19 janvier, un militant aux cheveux blancs bouillonne dans un gymnase du Vaucluse. Les journalistes disent «tellement de mensonges», qu'il ne donnera pas – «ah, ça, surtout pas!» – ne serait-ce que son prénom. «Si c'est pour être déformé...» Avec son épouse, il vient de décider de boycotter BFM-TV. L'information, les deux retraités vont la chercher «sur l'Internet», désormais. Sur Facebook, ou en tapant des mots-clés sur les moteurs de recherche: «gilets jaunes», «Marine Le Pen», «Aix-la-Chapelle».

C'est «quelque part là-dedans» que le militant est tombé sur cette histoire de vente de l'Alsace-Lorraine. Enfin, pas tout à fait lui-même. «Une dame là-bas l'a lu sur son téléphone», confie-t-il en pointant la foule du doigt. Et «il y a Marine qui l'a dit», ajoute une autre sympathisante du Rassemblement national (RN).

La présidente du parti d'extrême droite a en réalité évoqué la

veille, sur les réseaux sociaux, une «mise sous tutelle d'une part de l'Alsace» et un «partage» du siège

«LA STRATÉGIE NATIONAL-POPULISTE A TOUJOURS ÉTÉ DANS L'OUTRANCE ET LA CARICATURE»

SYLVAIN CRÉPON
sociologue

de la France au Conseil de sécurité de l'ONU avec l'Allemagne, prévus, selon elle, par le traité franco-allemand d'Aix-la-Chapelle.

Quelques jours plus tard, c'est au tour de la tête de liste RN aux européennes, Jordan Bardella, de défendre ces contre-vérités au micro de France Inter, d'un cinglant «on a le droit d'avoir un avis qui diverge des journalistes». «Dans leur bouche, la "fake news" c'est quand vous ne pensez pas comme eux», persiste Marine Le Pen en meeting dans la Manche, samedi 9 février. Peu importe qu'il n'y ait

nulle trace de ce partage de siège ou d'une quelconque «vente» de l'Alsace à l'Allemagne dans le traité signé mardi 22 janvier, l'opinion primerait donc sur les faits.

Dans une vidéo publiée le 11 janvier puis supprimée, le député européen ex-FN passé chez Nicolas Dupont-Aignan, Bernard Monot, est même allé jusqu'à dénoncer un «putsch contre la France», traitant le président de la République de «Judas» qui s'apprêterait à «livrer l'Alsace et la Lorraine à une puissance étrangère».

Rien de neuf à l'extrême droite. «La stratégie national-populiste a toujours été dans l'outrance et la caricature», souligne le sociologue Sylvain Crépon, qui relève toutefois une révolution majeure: l'impact des réseaux sociaux. «Ils ont provoqué une forme de démocratisation de la "fake news", qui se répand très facilement, en deçà du discours politique et avec l'impression d'une réappropriation de la vérité. Sur Internet, chacun se sent un enquêteur en puissance...»

Sans forcément avoir conscience des intentions politiques

de ceux qui relaient ces informations biaisées. De fait, la vidéo de Bernard Monot a été massivement partagée sur les forums et sites orientés à l'extrême droite, mais elle a également ruisselé jusque dans des groupes Facebook d'apparence partisane, notamment ceux de «gilets jaunes».

Nicolas Dupont-Aignan prévient d'emblée: cette vidéo l'a rendu «furax, mais...». S'il juge la forme «ridicule», le président du parti souverainiste Debout la France ne retire pas grand-chose au fond. Il y voit même – «malgré moi!» – un bonus pour la publicité de ses idées. «S'il n'avait pas fait sa vidéo, finalement, personne n'aurait médiatisé les critiques contre ce traité», avance-t-il.

Pauvreté des répliques

De là à ériger les infox en stratégie politique, à l'instar de Donald Trump... Nicolas Dupont-Aignan renvoie la manœuvre à l'adversaire. «C'est Emmanuel Macron qui joue avec ça. Dès qu'on dit quelque chose contre lui, on est dans la "fake news". Il ne peut même pas y avoir de débat», ajoute-t-il, en citant l'exemple du

pacte de Marrakech signé en décembre, et qui avait déjà donné lieu aux « haro » et intox des mêmes responsables politiques : *« Il y a eu un débat parlementaire en Allemagne, mais pas en France ! Alors faut pas s'étonner qu'il y ait des excès après... »*

« Le problème, c'est qu'on leur laisse l'espace de donner des leçons de démocratie, observe l'historien Nicolas Lebourg. Il existe des conditions de production de l'extrême droite, et là on est en plein dedans... » Car à l'opportunité de faire passer une vision

nationaliste du monde à travers le filtre de la défense des peuples s'ajoute la pauvreté des répliques adressées par le reste de la classe politique aux mensonges et exagérations véhiculés.

« La seule chose qu'on nous répond, quand on dit que ce traité attaque notre souveraineté, c'est qu'on est des débiles qui ne savent pas lire. Ils sont dans l'invective et les propos outranciers, mais personne ne vient nous dire ce qui, dedans, va faire avancer l'indépendance et la puissance de la France », soutient ainsi Philippe

Vardon, directeur de campagne adjoint du Rassemblement national pour les élections européennes.

« Ridiculiser, discréditer plutôt que débattre sur le fond est aussi dangereux que les "fake news" », insiste l'historienne spécialiste du complotisme Marie Peltier, pour qui *« la logique du buzz, du clash, des petites phrases renforce la défiance qui est en train de s'installer »,* en nourrissant *« les haines et les réflexes idéologiques »*. Et en renforçant chaque camp dans ses propres croyan-

ces, peu importe les faits. ■

L. SO.